



**PROGRAMME NATIONAL
« PLATES-FORMES MULTIFONCTIONNELLES
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PN-PTFM) »**



BILAN ANNUEL DU PN-PTFM EXERCICE 2009

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION	5
I. RAPPEL SUR LE PROGRAMME	6
1.1 Stratégie d'intervention	6
1.1.1 Le partenariat	7
1.1.2 L'approche du faire-faire	7
1.2 Organisation et fonctionnement	7
1.2.1 Le Comité de Pilotage	7
1.2.2 L'Unité de Coordination Nationale	8
II. RAPPEL DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2009	9
2.1. La création de richesse grâce aux services énergétiques fournis par la PTFM	9
2.2 L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base	9
2.3 La gestion réussie du Programme est assurée	9
III. ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE DES ACTIVITES DU PROGRAMME	10
3.1 Objectif spécifique 1 : Créer de la richesse grâce aux services énergétiques fournis par la PTFM	10
3.1.1 Produit 1.1 : La rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées	10
3.1.1.1 Activités prévues	10
3.1.1.2 Bilan des activités	10
3.1.1.3 Analyse des écarts et enseignements	11
3.1.2 Produit 1.2 : Un environnement favorable au développement des activités économiques est créé dans les villages bénéficiaires de PTFM	12
3.1.2.1 Activités prévues	12
3.1.2.2 Bilan des activités	12
3.1.2.3 Analyse des écarts et enseignements	13
3.1.3 Produit 1.3 : Un tissu de cent (100) Micros et Petites Entreprises est créé	14
3.1.3.1 Activités prévues	14
3.1.3.2 Bilan des Activités	14
3.1.3.3 Analyse des écarts et enseignements	15
3.2 Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base	16
3.2.1 Produit 2.1 : Soixante quinze PTFM dont 1 avec réseau d'eau et 05 fonctionnant au Biocarburant	16
3.2.1.1 Activités prévues	16
3.2.1.2 Bilan des activités	16
3.2.1.3 Analyse des écarts et enseignements	18
3.2.2 Produits 2.2 Trente sept (37) PTFM de la phase piloté sont réhabilitées	18
3.2.2.1 Activités prévues	18
3.2.2.2 Bilan des activités	18
3.2.2.3 Analyse des écarts et enseignements	19

3.3 Objectif spécifique 3 : Assurer une gestion réussie du Programme	19
3.3.1 Produits 3.1 : un dispositif de gestion et de coordination est défini et opérationnalisé	19
3.3.1.1 Activités prévues	19
3.3.1.2 Bilan des activités	19
3.3.1.3 Analyse des écarts et enseignements	20
3.3.2 Produits 3.2 : Un dispositif de Suivi Evaluation Contrôle est disponible et opérationnel	20
3.3.2.1 Activités prévues	20
3.3.2.2 Bilan des activités	21
3.3.2.3 Analyse des écarts et enseignements	24
3.3.3 Produit 3.3 : un Plan de communication est élaboré et exécuté	24
3.3.3.1 Activités prévue	24
3.3.3.2 Bilan des activités	24
3.3.3.3 Analyse des écarts et enseignements	25
3.3.4 Un Plan de Formation et Renforcement de Capacités est élaboré et validé	25
3.3.4.1 Activités prévues	25
3.3.4.2 Bilan des activités	26
3.3.4.3 Analyse des écarts et enseignements	29
IV. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET FINANCIERE	30
V. GESTION ET COORDINATION DES ACTIVITES	32
5.1 Administration et Gestion	32
5.2 Activités de Communication	33
VI. DIFFICULTES RENCONTREES	34
VII. ENSEIGNEMENTS DE 2009	35
VIII. PERSPECTIVES	36
ANNEXES	41
Annexe 1	39
Annexe 2	40
Annexe 3	44
Annexe 4	46

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ASER	Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale.
ARD	Agence Régionale de Développement.
APAM	Association des Propriétaires de Plates-Formes de l'Arrondissement de Missirah
BCI	Budget Consolidé d'Investissement.
CAC	Cellule d'Appui Conseils.
CIMES/RI	Comité Interministériel de Mise en œuvre des Synergies entre le secteur de l'Energie et les autres secteurs stratégiques de Réduction de la Pauvreté.
CFG	Comité Féminin de Gestion
CP	Comité de Pilotage
CENCOM	Centrale de Commercialisation
EFP	Etude de Faisabilité Participative
FBMG	Fondation Bill et Melinda GATES
FNS	Fonds National de Solidarité
GPF	Groupement de Promotion Féminine
LVIA	Association Internationale des Volontaires Laïcs
MER	Micro Entreprise Rurale.
PALPICS	Projet d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté dans la zone des Industries Chimiques du Sénégal.
PEPAM	Programme Eau Potable Assainissement du Millénaire.
PMIB	Plateformes Minimales d'Infrastructures de Base
PNDL	Programme National de Développement Local
PN-PTFM	Programme National « Plateformes Multifonctionnelles pour la lutte contre la Pauvreté »
PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
PRI	Politique de Redéploiement Industriel
PTA	Plan de Travail Annuel
SFD	Structure de Financement Décentralisée
SOPREEF	Société de Promotion de l'Accès à l'Energie et à l'Eau dans le département de Foundiougne
SSB	Services Sociaux de Base

INTRODUCTION

Le présent Rapport annuel 2009 fait l'état d'exécution des activités du Programme National Plateformes Multifonctionnelles pour la lutte contre la pauvreté. Il fait suite à celui de 2008, année de démarrage du Programme marquée surtout par la mise en place de l'Unité de Coordination Nationale, le lancement de ses activités préalables, notamment l'élaboration du Cadre logique, du PTA 2009 et le démarrage du processus de sélection des Cellules d'Appui Conseils.

L'année 2009 est caractérisée, d'une part, par la mise en œuvre des activités d'installation de plateformes multifonctionnelles et d'autre part, par la poursuite de la mise en place des outils de Coordination du Programme (Dispositif de Suivi-Evaluation Contrôle, Manuel des Procédures Administratives et Financières, du Plan de Développement de Capacités, du Plan de Communication, Stratégies de développement des activités économiques, Stratégies d'installation, de maintenance et d'innovations technologiques.).

Au cours de cette année, le PN-PTFM a mis en œuvre toute son expérience au profit des populations défavorisées du milieu rural, sur la quasi-totalité du territoire national avec comme objectif principal la contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Aussi, le Programme a-t-il beaucoup acquis en expérience à travers les échanges avec la cible et les différents partenaires.

Le Rapport fait le point des activités réalisées par rapport au PTA, procède à leur analyse, pour en déterminer les écarts, les difficultés, les enseignements et les perspectives.

I. RAPPEL SUR LE PROGRAMME

Démarré au Mali en 1996 et conçu initialement comme instrument de réduction de la pauvreté, d'allègement des travaux des femmes en milieu rural et de leur autonomisation, la « Plate-forme Multifonctionnelle » s'est rapidement présentée comme un moyen d'accélérer l'accès aux services énergétiques modernes et de favoriser l'émergence de micro et petites entreprises rurales

Aujourd'hui, la Plate-forme Multifonctionnelle, en plus de constituer une importante force motrice, se présente de par ses effets induits et son caractère transversal, comme un des moyens d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cette importance lui vaut actuellement une dimension sous-régionale qui s'est concrétisée par la mise en place de Programmes « Plates-formes Multifonctionnels » dans les sept pays que sont le Mali, le Burkina, le Sénégal, la Guinée, le Ghana le Togo et le Niger.

Au Sénégal, le Programme National Plateforme Multifonctionnelle (PN-PTFM), hormis le fait qu'il constitue un des moyens de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, représente un des principaux instruments de mise en œuvre de la Politique de Redéploiement Industriel (PRI), notamment dans sa composante Développement endogène pour la « Promotion des Pôles locaux de Développement », en lien avec la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Il s'inscrit dans le cadre du DSRP II, particulièrement en ses Axes stratégiques 1 et 2, à savoir la « Création de richesses » et « l'accès aux Services sociaux de base ».

Pour atteindre son objectif général de contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural, le PN-PTFM ambitionne d'installer, sur une période de trois (03) ans, cinq cents (500) plates-formes multifonctionnelles.

Cette large diffusion permettra ainsi de mettre à la disposition des populations rurales en général, et pour les femmes en particulier, des services énergétiques de base. La réduction de la pauvreté énergétique qui en découle, du fait de l'accroissement des capacités de production, de la stimulation de la valeur ajoutée locale produite par les Micros et Petites Entreprises, du développement de l'entrepreneuriat local et de la plus grande disponibilité de services sociaux de base, contribuera significativement à améliorer les conditions de vie en milieu rural.

Les objectifs spécifiques du Programme se déclinent comme suit :

- ✓ Objectif spécifique 1 : Créer de la richesse grâce aux services énergétiques fournis par la plate-forme;
- ✓ Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base;
- ✓ Objectif spécifique 3 : Assurer une gestion réussie du Programme.

1.1. Stratégie d'intervention

Tenant compte de son envergure marquée par la couverture progressive de la totalité du territoire national (exceptée la région de Dakar) et le changement d'échelle quantitatif avec l'objectif d'installation de cinq cent (500) PTFM sur un horizon de trois (03) ans, le Programme a opté pour une stratégie de mise en œuvre reposant sur un cadre institutionnel cohérent et durable, ouvert à un développement des partenariats et une approche du « faire-faire ».

Les zones d'intervention du Programme sont les suivantes :

- ✓ zone **Sud Est** : régions de Kolda et de Sédhiou,
- ✓ zone **Est** : régions de Tambacounda et de Kédougou,
- ✓ zone **Centre** : régions de Kaolack, de Diourbel, de Fatick et de Kaffrine,
- ✓ zone **Centre Ouest** : régions de Thiès et de Louga,
- ✓ Zones **Nord** (Saint Louis et Matam)
- ✓ Sud **Ouest** (Ziguinchor).

Cependant, les Zones Nord (Saint Louis et Matam) et Sud Ouest (Ziguinchor) ne sont pas encore couvertes par le Programme.

Il convient de souligner que deux PTFM ont été implantées dans la zone Nord par l'équipe du Programme et qu'une stratégie d'installation de nouvelles plates-formes dans cette zone, en attendant la sélection d'une CAC, est en cours d'élaboration.

1.1.1 Le Partenariat

Pour se donner les moyens de répondre à la demande de plus en plus croissante autour de la plate-forme et eu égard au contexte de rareté des ressources, le PN-PTFM a décidé de s'appuyer sur des partenariats stratégiques et des synergies avec les autres Projets Programmes ayant en commun la zone d'intervention.

C'est suivant cette logique que le PEPAM, et l'ASER et le PNDL ont été identifiés comme partenaires stratégiques puis approchés pour la signature de conventions visant, l'inscription de la PTFM dans la PMIB du PNDL, l'installation de réseaux électriques en partenariat avec l'ASER, l'installation de réseaux d'eau avec le PEPAM dans les villages bénéficiaires de plates-formes.

Des synergies ont été développées, dans le cadre des clusters initiés par la CAP, avec d'autres Projets et Programmes comme le PALPS (pour le développement de la micro finance en milieu rural), le Projet Village du Millénaire (appui à l'émergence de pôles de développement dans la communauté rurale de Léona), le PGIES (développement d'activités génératrices de revenus), etc.

1.1.2 L'approche du « faire-faire »

Pour une bonne couverture de l'ensemble du territoire national et en vue de satisfaire les exigences de la plate-forme en terme de suivi de proximité et de réactivité, le PN-PTFM a opté pour la stratégie du « faire-faire » consistant à sous-traiter une partie des activités de terrain à des acteurs locaux appelés Cellules d'Appui Conseils (CAC), logées dans des ONG sélectionnées.

Ces CAC, en leur qualité de partenaires d'exécution justifiant d'une parfaite maîtrise de la situation socio-économique de la zone d'intervention, ont la charge de conduire les activités de préparation et d'installation des PTFM, de suivi et de collecte de données, d'animation et de développement de l'ingénierie sociale autour de la plate-forme.

1.2. Organisation et fonctionnement

La gestion du Programme est assurée par les organes suivants :

1.2.1. Le Comité de Pilotage (CP)

Le Comité de Pilotage, présidé par le Directeur de l'Industrie, assure le suivi stratégique du Programme, définit les orientations et est responsable du suivi de l'atteinte des résultats. Il se réunit au moins deux fois par an, au début et à la fin de chaque exercice. Il valide le Plan de Travail Annuel et le Budget y afférent et approuve le Rapport d'activités et le Rapport financier de l'année écoulée.

1.2.2. L'Unité de Coordination Nationale

L'Unité de Coordination Nationale du Programme est chargée de la coordination, de la mise en œuvre et du suivi des opérations du Programme. Elle est composée d'un Coordinateur National, de cinq (05) Experts, d'un RAF, d'une Assistante administrative et Financière, d'une Assistante de Direction, d'un Comptable des matières, d'un Agent technique, de quatre (04) chauffeurs, de deux (02) gardiens.

II. RAPPEL DU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2009

Le Plan de Travail Annuel (PTA) 2009 (Janvier – Décembre 2009) du PNPTFM est axé autour de trois (03) objectifs spécifiques, déclinés en produits, à savoir :

2.1 La création de richesse grâce aux services énergétiques fournis par la PTFM

Les activités à mener pour cet objectif s'articulent autour des trois (03) produits suivants:

- * La rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées.
- * Un environnement favorable au développement des activités économiques est créé dans les villages bénéficiaires.
- * Un tissu de cent (100) micro et petites entreprises (MPE) est créé.

2.2 L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.

Les activités liées à cet objectif spécifique tournent autour de deux (02) produits ci-dessous:

- * Soixante quinze (75) PTFM dont une (01) avec réseau d'eau et cinq (05) fonctionnant au biocarburant sont installées.
- * Trente sept (37) PTFM de la phase pilote sont réhabilitées.

2.3 La gestion réussie du Programme est assurée.

Les activités relatives à cet objectif s'articulent autour de quatre (04) produits ci-après :

- * Un dispositif de Gestion et de Coordination est défini et opérationnalisé.
- * Un dispositif de Suivi/évaluation /Contrôle défini est opérationnel.
- * Un Plan de Communication est élaboré et exécuté.
- * Un Plan de Renforcement des Capacités des acteurs est élaboré et exécuté.

Le budget prévisionnel du PTA (Janvier- Décembre 2009), évalué à la somme de 1.115.513.711 FCFA est réparti comme suit :

* PNUD	: 287.212.647 FCFA ;
* Etat du Sénégal	: 363.462.260 FCFA ;
* Fondation Bill et Melinda Gates	: 351.838.804 FCFA ;
* Bénéficiaires	: 113.000.000 FCFA.

Les financements reçus durant la période se chiffrent à 1.007.423.861 FCFA; soit un taux de couverture des prévisions de 96%, représentant les contributions du PNUD, de l'Etat, de la FBMG, et des bénéficiaires. La répartition par source s'établit comme suit :

* PNUD	: 216.622.797 FCFA soit 21,50 % ;
* Etat du Sénégal	: 325.962.260 FCFA soit 32,35 % ;
* Fondation Bill et Melinda Gates	: 351.838.804 FCFA soit 34,92 % ;
* Bénéficiaires	: 113.000.000 FCFA soit 11, 21 %.

III. ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

3.1. Objectif Spécifique 1 : Créer de la richesse grâce aux services énergétiques fournis par la PTFM.

3.1.1. Produit 1.1 : La rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées.

3.1.1.1 Activités prévues

Pour réaliser ce produit, les activités suivantes ont été programmées :

A. 111 : Mener soixante quinze (75) Etudes de Faisabilité Participatives (EFP).

A. 112 : Mener une étude sur la définition des caractéristiques de moteurs et des modules.

A. 113 : Appuyer la mise en place de deux (02) associations de propriétaires de PTFM (Groupements d'Affaires) pour le développement des projets collectifs et /ou d'échanges d'expériences.

(A. 114 : Faire fonctionner cinq (05) PTFM au biocarburant.

3.1.1.2. Bilan des activités

A. Disponibilité de soixante quinze (75) Etudes de Faisabilité Participatives :

Soixante deux (62) études de faisabilité participatives ont été réalisées sur un objectif de soixante quinze (75), soit un taux de réalisation de 82,66 %.

Ces études se répartissent comme suit :

- * vingt six (26) études dans la zone Centre,
- * treize (13) études dans la zone Est, (dont quatre (04) dans le cadre du partenariat avec le PGIES, à Kédougou, dans les villages de Mako, Oubadji, Dar Salam, Ebarack)
- * vingt (20) études dans la zone Sud Est,
- * deux (02) études dans la zone Centre Ouest et
- * une (01) étude à Félane (Foundiougne).

Les treize (13) EFP restantes devaient être effectuées dans la zone Centre Ouest par la CAC LVIA. Le retard dans la signature du marché entre le PN-PTFM et cette CAC est à l'origine de la non réalisation de cette activité.

Les deux (02) EFP réalisées dans la zone Centre Ouest découlent du partenariat avec le Projet Village du Millénaire.

Aussi, convient-il de préciser que les EFP effectuées à Félane et à Louga sont relatives à la création de pôles de développement.

Tableau 1 : Etat récapitulatif du nombre d'EFP favorables

Zones	Nombre favorables d'EFP
Centre	26
Est	13
Sud Est	20
Centre Ouest (Louga)	02
Félane (Foundiougne)	01
Total	62

B. Etude sur la définition des caractéristiques des moteurs et des modules

Les caractéristiques des moteurs et modules ont été définies sur la base des résultats d'un diagnostic effectué sur les équipements et l'inventaire des offres disponibles sur le marché. Cette étude a permis à l'UCN de renforcer les critères de choix des équipements à installer et de doter les bénéficiaires de plates-formes plus adaptées.

C. Appui à la mise en place de deux (02) associations de propriétaires de plateformes (Groupements d'Affaires) pour le développement de projets collectifs et /ou d'échanges d'expériences.

Trois (03) Groupements d'Affaires (GA) ont été créés dans la région de Thiès (un dans le département de Thiès, deux dans le département de Tivaouane). La création de ces GA vise à favoriser la solidarité entre les gestionnaires de plateformes qui pourront ainsi mettre en commun leur synergie pour l'accès au crédit, le développement d'activités génératrices de revenus autour de la plateforme, favorisant ainsi les conditions de pérennisation des équipements.

D. Fonctionnement de cinq (05) PTFM au biocarburant.

Cette activité est un processus continu partant de l'identification de partenaires, pour la production et la fourniture de l'huile de Pourghère, au fonctionnement de la plateforme avec cette huile.

Deux (02) partenaires ont été identifiés pour la production d'huile de Pourghère et la réalisation de tests sur les moteurs. Il s'agit du GIE Zeina, basé à Louga, et de la SOPREEF, sise à Foundiougne.

La recherche de partenaires se poursuivra en 2010 pour diversifier, autant que possible, les sources d'approvisionnement en huile de Pourghère.

3.1.1.3 Analyse des écarts et enseignements

Les principales contraintes rencontrées durant l'année 2009, dans l'exécution du Produit 1.1 « la rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées », se résument à :

- * la lenteur notée dans les négociations avec la SOPREF. En effet, il y a eu entre le PN-PTFM et la SOPREF des divergences dans les modalités de mise en œuvre du pôle de développement dans lequel s'intègre l'activité biocarburant. Il a fallu plusieurs rencontres et des arbitrages pour que ces points de divergences soient levés en juillet 2009.
- * la lenteur dans la mise à disposition des fonds.

Les enseignements tirés de la conduite de cette activité se résument à la nécessité de procéder à :

- * l'amélioration du processus de planification des activités, en prenant en compte toutes les incertitudes liées à la mise en place des fonds et en se fixant des objectifs précis et réalistes.
- * l'identification de plusieurs partenaires potentiels pour optimiser les chances de concrétisation de l'activité considérée.
- * la prévision, dans les contrats avec les fournisseurs de mesures favorisant le respect des engagements.

3.1.2. Produit 1.2 : Un environnement favorable au développement des activités économiques est créé dans les villages bénéficiaires

3.1.2.1 Activités prévues

Pour le Produit 1.2, il était prévu de mener les activités suivantes :

- A. 121. Former cent quatre vingt (180) acteurs, opérateurs et opératrices, aux techniques de production.
- A. 122. Mettre en place des mécanismes de financement pour la promotion des activités économiques.
- A.123. Identifier huit (08) créneaux porteurs.
- A. 124. Mettre en place une centrale de commercialisation.

3.1.2.2 Bilan des activités

A. Former cent quatre vingt (180) acteurs, membres de GPF aux techniques de production :

Les réalisations notées durant cette année pour l'atteinte de ce produit sont :

- * le démarrage du processus d'identification des besoins de formation en techniques de production, en collaboration avec les Cellules d'Appui Conseil (CAC). En effet, le Programme, par le biais des Cellules d'Appui Conseil, a identifié des besoins de formation des groupes cibles. La formation est programmée pour le début de l'année 2010, le temps que les groupements autour des plates-formes nouvellement installées soient renforcés en terme de gestion et d'organisation.

B. Mettre en place des mécanismes de financement pour la promotion des activités économiques

Les réalisations dans le cadre de cette activité sont les suivantes :

- * l'élaboration du document de projet pour la Centrale de Commercialisation (CENCOM) du Groupement d'Affaires de l'Association des Propriétaires de Plates-formes de l'Arrondissement de Missirah (APAM),
- * la signature d'un Protocole de collaboration avec Caurie Micro finance pour la mise en place de vingt (20) « bancs » villageois (caisses) dans les régions de Tambacounda et

Thiès. Ce protocole permettra la mise en place d'un volume de micro crédits revolving de cinquante (50) millions au profit d'au moins mille (1 000) femmes en milieu rural. L'exécution du protocole a démarré avec :

- ✓ la réalisation d'études de faisabilité pour la mise en place de bancs villageois au niveau de dix (10) villages,
- ✓ l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation à l'accès à la micro finance et à la création de bancs villageois,
- ✓ la tenue d'assemblées générales constitutives au niveau de dix (10) villages.

C. Identifier huit (08) créneaux porteurs.

Le Programme a élaboré un document portant sur huit (8) créneaux porteurs identifiés en collaboration avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) et les CAC et sur la base des productions faites dans le domaine par le Projet d'Appui à la croissance de l'USAID.

Ce document a été validé en interne avec les CAC, en vue de l'exploitation des créneaux porteurs identifiés dès le début de l'année 2010.

(Voir en Annexe la liste des créneaux porteurs)

D. Mettre en place une centrale de commercialisation :

Le PN-PTFM s'était fixé comme objectif en 2009, l'installation d'une centrale de commercialisation dans la zone Est. La zone de Tamba-Socé a été identifiée pour abriter cette centrale. La réalisation de cette activité a démarré avec :

- * la tenue de l'assemblée générale constitutive pour la mise en place de la Centrale de commercialisation, à Tambacounda, en septembre 2009 ;
- * la formalisation du GIE immatriculé au Registre de commerce sous le numéro SN-TBC 2009 C 746 en date du 10 octobre 2009,
- * la conception et la mise à disposition des plans de construction,
- * le lancement des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) pour la construction du bâtiment en octobre 2009.
- * la sélection de l'entrepreneur.
- * l'engagement des factures sur les fonds de l'Etat ; le démarrage des travaux prévu au courant du mois de décembre, après notification à l'entrepreneur sélectionné.

3.1.1.3. Analyse des écarts et enseignements

Les écarts notés ont été enregistrés dans :

- * les formations techniques qui n'ont pas été réalisées du fait du retard dans l'installation des plates-formes, avec comme corollaire l'inexistence de Comités de Gestion, cibles de la formation,
- * le retard noté dans l'exécution du Protocole avec CAURIE. MF, pour la tenue de dix (10) autres AG constitutives dans certains villages de Thiès, au mois de Décembre 2009,
- * le retard dans la réalisation des infrastructures (bâtiment devant abriter la Centrale de Commercialisation) qui s'explique par la demande de réaménagement budgétaire qui a été introduite pour la prise en charge de l'activité dans le Budget Consolidé d'Investissement.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de ce produit appellent, pour l'avenir, à :

- * l'intégration des délais liés à la mise en place des ressources dans le processus de planification des activités,
- * une meilleure planification des activités à réaliser sur le BCI et le démarrage, dès la publication du plan de passation, du processus d'acquisition et des engagements à réaliser,
- * l'étude de la possibilité de mise en place d'un fonds de caution (10 000 000 FCFA) au niveau de la SFD U.IMCEC (participant clusters PPNEX et SFD) pour la garantie de crédits accordés à hauteur de 25 ou 30%, selon accord.

3.1.3. Produit 1.3 : Un tissu de cent (100) Micros et Petites Entreprises (MPE) est créé

3.1.3.1 Activités prévues

Il était prévu, pour l'atteinte des objectifs de ce Produit, la réalisation des activités suivantes :

A 131 : Appuyer l'installation d'au moins un périmètre maraîcher

A 132 : Mettre en place au moins un (01) espace MPE

A 133 : Appuyer la mise en place d'au moins une (01) unité de transformation de ressources locales.

3.1.3.2 Bilan des activités

A. Appuyer l'installation d'au moins un périmètre maraîcher :

Dans le cadre de l'appui à l'installation de périmètres maraîchers, les activités ci-dessous ont été réalisées :

- * l'identification de villages porteurs potentiels de périmètres maraîchers,
- * la réalisation et la validation d'une étude de faisabilité d'un périmètre maraîcher dans le village de Batamare situé dans la région de Fatick (zone Centre) ;
- * la réalisation et la validation d'une étude portant sur la mise en place de six projets agricoles dans la zone Centre Ouest.

B. Mettre en place au moins un (01) espace MPE :

Le Programme a entamé le processus d'installation de cinq (05) espaces MPE dans les zones Est, Centre et Centre Ouest, plus particulièrement dans les villages de Sourouyel, Nétéboulou (zone Est), Batlamine, Diokoul Wade (Centre Ouest) et Delby (zone Centre).

A ce jour, les réalisations par rapport à cette activité sont les suivantes :

✓ Au niveau de la zone Est :

- * la conduite de deux (02) études lancées le 05 septembre 2009, pour la mise en place d'Espaces MPE à Sourouyel et Nétéboulou (Tambacounda), sur financement GATES ;
- * la conception de deux (02) plans de construction,
- * le lancement des Demandes de Renseignement de Prix (DRP),
- * la sélection des entrepreneurs,
- * l'engagement des factures.

Le démarrage des constructions est prévu pour la deuxième quinzaine du mois de Décembre.

Par ailleurs, il a été procédé à une étude visant la redynamisation de « l'espace artisanat » de

Bantantinty. Les études de faisabilité ont été réalisées, le plan du local conçu et la sélection de l'entrepreneur effectuée en début novembre 2009.

✓ **Au niveau de la zone Centre Ouest :**

- la réalisation et la validation des études pour la mise en place d'espaces - MPE dans les villages de Batlamine et Diokoul Wade, respectivement le 21 juillet et le 25 novembre 2009,
- la réalisation d'un champ reboisé de Jatropha (05 hectares) dans le village de Ndémène, grâce au partenariat avec le PROGERT dans le cadre des synergies PPNEX.

✓ **Au niveau de la zone Centre :**

- la validation d'une étude pour la création d'un espace MPE à Delby (région de Kaffrine), le 21 Octobre 2009.

C.Appuyer la mise en place d'au moins une (01) unité de transformation de ressources locales

L'appui à la mise en place d'unités de transformation secondaire de ressources locales s'est traduit:

✓ **Au niveau de la zone Est :**

Par le choix des villages de Sourouyel et de Bantantinty pour abriter des unités de transformation de ressources locales.

A Sourouyel, il a été procédé à :

- * l'organisation d'une Assemblée Générale constitutive pour la création du GIE NAFORE qui doit porter l'Unité de transformation.
- * la formalisation du GIE, avec inscription au registre du commerce sous le numéro SN-TBC 2009 C 776 en date du 12 novembre 2009.
- * la mobilisation du Capital retenu (apports des associés).

A Bantantinty, il a été procédé à :

- * la création et la formalisation d'une Unité de transformation de céréales (RCCM N°SN-TBC 2009 C 744 en date du 27 octobre 2009) ;

✓ **Au niveau de la zone Centre :**

- * Une étude portant sur la création d'une unité de transformation de céréales dans le village de Mboudaye Sérère (Kaolack) a été réalisée et validée le 21 octobre 2009.

3.1.3.3 Analyse des écarts et enseignements.

Au total, la création et la formalisation des petites entreprises est portée à Sept (7) et les études pour de nouveaux Espaces- MPE portées à cinq (5).

Globalement, l'animation et la réalisation des études se sont bien déroulées, reste la mise en place des infrastructures (locaux et équipements) pour laquelle, des financements doivent être trouvés.

3.2 Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base

3.2.1 Produit 2.1 : Soixante quinze (75) PTFM dont une (01) avec réseau d'eau et cinq (05) fonctionnant au biocarburant sont installées.

3.2.1.1 Activités prévues

Les activités prévues pour la réalisation de ce Produit sont :

- A.211. la sélection et la mise à niveau d'une (01) Cellule d'Appui Conseil (CAC).
- A.212. l'organisation de sept (07) sessions de formation au profit des CAC sélectionnées.
- A.213. l'exécution des conventions avec le PEPAM, l'ASER, le PNDL et la signature de protocoles de partenariats avec d'autres structures (PRP, PVM, etc.).
- A.214. la définition des modalités de mise en place de soixante quinze (75) PTFM dont cinq (05) fonctionnant au biocarburant et au moins une (01) dotée d'un réseau d'eau ;
- A.215. l'installation de soixante quinze (75) PTFM fonctionnelles.

3.2.1.2 Bilan des activités.

A. Sélection et mise à niveau de Cellules d'Appui Conseil (CAC).

La sélection de trois (03) CAC (CARITAS, GADEC et Sahel 3000) a été effective en 2009 avec la signature des contrats survenue dans la période de mars – avril 2009.

B. Organisation de sept (07) sessions de formation au profit des CAC sélectionnées.

Après la sélection de ces CAC, le Programme a organisé quatre sessions de formation réparties comme suit :

- * une session de formation des membres des CAC sur la démarche du Programme et la réalisation d'EFP a été organisée à Kaolack, du 06 au 11 mars 2009 ;
- * une session de renforcement des capacités des animatrices des CAC, organisée à Thiès du 08 au 12 septembre 2009 ;
- * une session de formation pour les Responsables de Suivi/évaluation sur l'Outil Informatique de Suivi/évaluation (OISE) du 16 au 20 février 2009 à Dakar;
- * une session de formation des Responsables Techniques des CAC sur les modules de la plate-forme du 28 au 29 septembre 2009.

Ces sessions de formation ont permis aux CAC de maîtriser la démarche plate-forme et de mener à bien les activités relatives à l'installation des PTFM, à l'Animation/Communication, à la conduite des activités économiques autour de la plate-forme et au Suivi/évaluation.

C. Exécution des conventions de partenariat avec le PEPAM, l'ASER, le PNDL, etc.

Cette activité n'a pu être réalisée du fait de la non signature des conventions avec les partenaires. En effet, les rencontres de validation des manuels de procédures, des conventions de partenariat avec le PEPAM, l'ASER, le PNDL tenues en 2008 et l'élaboration d'un plan d'action avec la Direction des Equipements et de la Maintenance du Ministère de l'hydraulique en 2009 n'ont, jusqu'à présent, pas abouti à la signature de Conventions, malgré la volonté manifeste du PN-PTFM qui a consenti d'énormes efforts.

Au niveau de l'Unité de Coordination du Programme, un document faisant l'état des lieux de ces différents partenariats a été élaboré et une stratégie d'actions a été définie. Cette stratégie consiste à impliquer les Ministères concernés dans la négociation de ces partenariats, afin de motiver les différentes parties prenantes aux Conventions.

D. Définition des modalités de mise en place de soixante quinze (75) plates-formes dont cinq (05) fonctionnant au biocarburant et au moins une (01) dotée d'un réseau d'eau.

Dans le cadre de la définition des modalités de mise en place des plates-formes, il a été procédé à :

- * la réalisation des EFP,
- * la détermination de la puissance des moteurs à installer dans chaque village,
- * l'identification des modules complémentaires à installer dans chaque village et
- * la réalisation d'études portant sur l'installation de mini réseaux électriques et d'éclairage à Batlamine et à Diokoul Wade
- * l'identification des fournisseurs d'huile de Pourghère (SOPREEF, ZEINA-Production).

Cependant, la définition des modalités d'installation de réseaux d'eau n'a pu être réalisée car étant liée au partenariat avec le PEPAM qui n'a pas encore abouti.

E. Installation de soixante quinze (75) PTFM fonctionnelles.

Soixante cinq (65) plateformes ont été installées dans les différentes zones cibles. Le tableau ci-dessous fait le récapitulatif du nombre de PTFM installées par zone.

Tableau 2 : Récapitulatif du nombre de PTFM installées par zone.

Zones	Report d'EFP de 2007	Nombre d'EFP à faire	EFP favorables réalisées en 2009	Nombre d'EFP favorables disponibles	Nombre d'abris construits	Nombre de PTFM réellement installées	Ecart
Centre/CARITAS	01	21	27	28	24	24	+03
Centre Ouest/LVIA	02	13	02	04	06	06	- 07
Est/ GADEC	09	07	13	22 ¹	15 ²	15	+03
Sud Est / Sahel 3000	0	20	20	20	20	20	0
Total	12	61	62	74	65	65	- 1

3.2.1.3 Analyse des écarts et enseignements.

L'objectif d'installation de 75 PTFM, au 31 Décembre 2009 a été atteint à près de 87%, comme le montre le tableau ci-dessus. Ce résultat est imputable à la combinaison de facteurs divers :

- * Le retard dans la construction des abris par les bénéficiaires
- * l'approbation tardive des marchés des équipements de la plate-forme, et
- * le retard dans la mise à disposition des ressources du budget GATES devant financer l'acquisition des équipements. Cette situation a également influé sur les activités de mobilisation des bénéficiaires.

En effet, le marché des moteurs et alternateurs a été approuvé le 24 Août 2009 et celui des modules, le 1^{er} Septembre 2009. C'est donc légalement, à cette date, que les fournisseurs pouvaient, au plus tôt, commencer le processus de livraison (approvisionnement en matières premières, commande des équipements etc.).

A ce facteur vient s'ajouter la mise à disposition des fonds de GATES au 04 Septembre 2009, alors qu'une avance de démarrage devait être consentie au fournisseur des modules, pour lui permettre d'entamer la production.

Le Programme a tiré, comme enseignements, de ces contraintes la nécessité de:

- lancer tous les marchés en début d'année, dès la publication du plan de passation des marchés,
- se concerter en permanence avec la DCMP, à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés,
- intégrer, de manière plus réaliste, dans la programmation des activités, les délais liés aux procédures de passation des marchés et à la mise à disposition des ressources.

3.2.2. Produit 2.2 : Trente sept (37) PTFM de la phase pilote sont réhabilités.

3.2.2.1 Activités prévues

Les activités liées à l'atteinte des résultats de ce Produit sont :

A. 221 : la réalisation de l'état des lieux de trente sept (37) PTFM de première génération.

A. 222 : la réparation et /ou le changement des composantes, pour mettre à niveau les trente sept (37) PTFM déjà installées.

3.2.2.2 Bilan des activités.

A. Faire l'état des lieux de trente sept (37) PTFM de première génération.

Le Programme avait prévu de faire l'état des lieux des trente sept (37) PTFM préalablement au changement ou à la réparation de leurs composantes. Finalement, il a retenu le principe de réinstaller ces plates-formes pour qu'elles soient conformes à celles de la deuxième génération.

Avec l'option de ne plus réparer mais d'installer de nouveaux équipements pour passer à la deuxième génération de plateformes, le Programme a renoncé au diagnostic.

C. Mise en place des équipements complémentaires, nécessaires au bon fonctionnement de l'UCN.

L'UCN a poursuivi, au cours de l'exercice 2009, son programme d'équipements démarré en 2008, en vue de se doter des moyens d'assurer efficacement sa mission. Ainsi a-t-il acquis en 2009 :

- * Un (01) groupe électrogène,
- * Quatre (04) véhicules de type 4x4,
- * Un (01) serveur,
- * Du matériel bureautique et informatique,
- * Un logiciel, etc.

D. Mise en place des conditions d'un bon fonctionnement de l'UCN.

Globalement, les conditions d'un bon fonctionnement de l'UCN ont été réunies et le traitement du personnel assuré sur la période, malgré quelques retards de paiement dus à la mise en place tardive des fonds.

E. Elaboration du PTA de 2010.

Le PTA 2010 a été élaboré de manière participative, à l'occasion de l'atelier de planification, organisé à cet effet, sur la période du 11 au 15 Novembre 2009. Outre les membres de l'UCN, l'atelier a enregistré la participation des partenaires stratégiques que sont la CAP, le PNUD et le Ministère de Tutelle. Le Plan de Travail du premier trimestre 2010 (Janvier- Mars) a été également élaboré.

F. Audit annuel du Programme

Les états financiers de 2008 ont été audités et certifiés par le Cabinet GTI Expertise qui, à cette occasion, a formulé des recommandations visant à améliorer le Contrôle Interne. Il a été ensuite organisé, sous l'égide de la CAP, un atelier de restitution des résultats des audits des Projets et Programmes sous exécution nationale qui s'est tenu sur la période du 21 au 23 Mai 2009.

Le suivi de l'application des recommandations de l'audit a été rendu effectif par la mission de contrôle sur place effectuée au courant du mois d'octobre 2009, par la Cellule d'audit de la CAP.

3.3.1.3 Analyse des écarts et enseignements (sur le Produit).

Les activités du produit 3.1 ont été dans l'ensemble réalisées, malgré quelques retards accusés dans le planning d'exécution et dus à la mise à disposition un peu tardive des ressources et à la demande de réaménagement opérée sur le Budget Consolidé d'Investissement qui n'a abouti qu'au deuxième semestre 2009.

3.3.2 Produit 3.2 : Un Dispositif de Suivi/évaluation/Contrôle (DISEC) est défini et opérationnel

3.3.2.1 Activités prévues

Les activités liées à ce Produit sont :

A.321 l'élaboration et la validation du DISEC.

A.322 l'opérationnalisation du DISEC

3.3.2.2 Bilan des activités.

Les principales activités réalisées sont :

A. Elaboration et validation du DISEC du PNPTFM.

Le PN-PTFM a élaboré un Dispositif de Suivi Evaluation Contrôle qui a fait l'objet d'une validation au mois de Septembre 2009, en présence de différents partenaires dont le Ministère de tutelle, le PNUD, la CAP, le PREP, le PNDL, le PEPAM, PGIES, etc.

B. Opérationnalisation du DISEC.

L'opérationnalisation du DISEC s'est traduite par les réalisations suivantes:

- * le suivi des plates-formes et des activités connexes par les CAC et l'UCN,
- * la collecte, la saisie et le traitement réguliers des données relatives au fonctionnement technique de la plateforme, au développement des activités génératrices de revenus, aux sessions de formation effectuées, aux séances d'animation/Communication.

Par ailleurs, une application informatique du DISEC, qui permettra aux différents partenaires d'accéder aux données est en cours de conception.

Le Programme a installé, depuis le démarrage de la phase pilote, quatre vingt dix (90) plateformes réparties comme suit :

- * quarante trois (43) installées à Tambacounda et Kédougou, dont neuf (09) en 2008. Parmi ces quarante trois (43) plateformes, trente quatre (34) de la phase pilote devaient être réhabilitées,
- * quarante deux (42) installées dans la région de Thiès, dont sept (07) du PALPICS, vingt deux (22) du Fonds Luxembourgeois et 13 du Programme (financement Etat /FBMG).
- * trois (03) installées dans la région de Fatick,
- * deux (02) installées dans la région de Saint Louis (Podor),
- * Le suivi de ces Plateformes a également porté sur les activités d'animation/communication, de formation et de développement des activités économiques.

✓ le suivi des neuf (09) plateformes installées à Tambacounda

Installées en 2008 par le fournisseur ECM Pène et Frères et NEGODIS, le suivi de ces plateformes a révélé des dysfonctionnements liés à des problèmes techniques qui ont influé sur leur opérationnalité. Les fournisseurs ont été interpellés pour effectuer les travaux nécessaires, conformément aux clauses du contrat.

Néanmoins, des formations ont été dispensées ; il s'agit de :

- * la formation de deux (02) électriciens du 26 au 29 juillet 2009 à Tambacounda par « ECM Pène et Frères ».
- * la formation de trois (03) mécaniciens du 13 au 17 avril 2009 par « NEGODIS » à Goudiry ;
- * la formation de dix huit (18) meuniers au mois de février 2009

✓ le suivi des quarante deux (42) plateformes de la région de Thiès

Les quarante deux (42) plateformes de la région de Thiès ont bénéficié d'un suivi régulier de la part de la CAC/LVIA

A ce jour, les plates-formes et les CFG fonctionnent correctement, bien qu'il soit apparu nécessaire de renforcer les capacités des gestionnaires dans huit (08) villages et dans six (06) autres pour les meuniers. Il s'agit de :

- * **Pour les villages dont il faut renforcer les capacités des CFG :** Mbomboye, Pout Diack, Thiokhole, Tatène, Keur Gallo et Darou Méoundou
- * **Pour les villages dont il faut renforcer les capacités des meuniers :** Mbomboye, Pout Diack, Ndoucoumane, Dougnane, Gatty Ngaraf, Tatène

Par ailleurs, il convient de souligner que neuf (09) Plateformes installées en 2009 par les fournisseurs « ECM Pène et frères » et « NEGODIS » ont connu des dysfonctionnements techniques qui ont été résolus durant le mois d'Octobre.

✓ **Animation/Communication**

Des séances d'animation/Communication pour identifier des AGR, promouvoir la mise en réseau des villages PTFM et la collecte de données pour alimenter la base de données de l'Outil d'Information et de Suivi Evaluation (OISE) ont été effectuées durant toute l'année.

✓ **Sensibilisation/plaidoyer**

Les rencontres de plaidoyer en faveur de l'inscription de la plate forme multifonctionnelle dans les budgets des collectivités locales, ont permis d'aborder avec les conseils ruraux, l'ARD et les SFD, la problématique de l'accès aux services énergétiques en milieu rural.

Les activités de plaidoyer auprès des Conseils ruraux ont permis :

- * **Pour le Conseil rural de Pekesse :** d'octroyer un terrain au GA dénommé GA PTFM Bennoo Jëm Kanam, de Niakhène - Mérina Dakhar. De la sorte, le dit GA a acquis un patrimoine foncier
- * **Pour le Conseil rural de Mérina Dakhar :** après celle de Niakhène en 2007 et 2008, d'inscrire l'accès aux services énergétiques et le financement de la construction de l'abri de plateforme dans le PLD de 2009- 2013 et dans le PAI 2010
- * La mise en place de trois (03) unions de plates formes, celle de Thiès qui compte onze (11) membres et dénommée GA « Suqali Komm ak PTFM » et celle de Niakhène - Mérina Dakhar qui compte dix sept (17) plateformes. Celle de Tivaouane qui vient d'être mise en place compte quatorze (14) membres.

✓ **Développement des activités génératrices de revenus**

Concernant le développement d'AGR:

- * une unité de transformation de café (Moulin à café et torréfacteurs), à Thiokhole, a été installée avec l'appui de l'ONG/LVIA ;
- * des opportunités de développement du maraîchage ont été identifiées dans les villages de Keur Amary Coumba, Gatty Ngaraf, Maka Sarr, Dougnane, les études de projets hydrauliques et agricoles de ces villages sont en cours.
- * des opportunités de développer le conditionnement et la vente de pâte d'arachide dans ces mêmes villages, ont été identifiées;
- * deux (02) magasins de pièces détachées, portés par deux (02) GA, ont été respectivement installés dans les départements de Thiès et Tivaouane : l'un est géré par un GA et l'autre, par un privé concessionnaire.

Des partenariats ont été initiés avec :

- * la SFD FADEC Kayor, pour la mise en place d'une ligne de crédit destinée au financement d'AGR pour les femmes et portée par le GA Mérina- Niakhène, formalisé en GIE;
- * le PDEF pour le suivi socio organisationnel.

✓ **Formation**

Pour assurer la rentabilité de ces plateformes installées en 2008, des mesures d'accompagnement (formation des CFG, des artisans, des meuniers) ont été prises ; il s'agit de :

- * la mise en place et le développement de sept (07) comités féminins de gestion (CFG) pour assurer la bonne gestion des plateformes ;
- * la formation de cinq (05) artisans de maintenance pour intervenir en cas de panne
- * la mise en œuvre d'une stratégie de suivi de proximité basée sur l'expertise locale (formation de neuf (09) animateurs endogènes).

Par ailleurs, le suivi /évaluation de ces plateformes a porté, entre autres, sur :

- * le suivi et le contrôle de qualité des prestations des artisans installateurs et artisans « maintenanciers »
- * les rencontres inter villageoises
- * la réalisation de douze (12) bilans d'étape et deux (02) Auto-évaluations à un (01) an et à dix-huit (18) mois. Cf. Annexe

Ces bilans d'étapes et auto-évaluations (Cf. Annexes) ont favorisé :

- * la collecte de données et la production d'informations pour renseigner la base OISE,
- * l'analyse et la proposition de solutions d'amélioration des résultats des Plateformes,
- * le développement d'une capacité locale de mise en œuvre de l'approche PTFM.

✓ **Suivi des trois (03) plateformes de la région de Fatick**

Implantées en 2008 par les fournisseurs ECM Pène et Frères et NEGODIS, le suivi des trois (03) plateformes de Ndoundokh, Diohine et Mbétite a permis de constater des problèmes techniques qui ont influé sur leur opérationnalité au cours de l'exercice 2009. Les fournisseurs installateurs ont été interpellés sur la question pour intervenir, conformément aux termes du contrat.

Cependant, malgré les difficultés techniques, des formations ont été menées au profit des bénéficiaires. Il s'agit du :

- * Recyclage d'un (01) électricien réalisé à Mbétite du 27 au 28 juillet 2009 par « ECM Pène et Frères »
- * Recyclage des meuniers de ces trois plateformes (à raison de trois par plateforme) dans le cadre de la session de formation organisée à Ndoundokh du 9 au 12 septembre 2009 par la CAC-CARITAS, en collaboration avec DTE ;
- * Recyclage d'un mécanicien de Mbétite à Thiès, du 06 au 10 avril 2009 par « NEGODIS »;
- * Recyclage de huit (08) membres des CFG de chacune de ces plateformes par la CAC-CARITAS.

✓ Suivi des deux (02) Plateformes de la région de Saint Louis (Podor)

Ces plateformes, installées en 2008 par les fournisseurs « ECM Pène et Frères » et « NEGODIS » dans les villages de Mboyo Walo et Doubangué, situés dans l'arrondissement de Gamadji Saré, département de Podor, ont présenté des dysfonctionnements.

Elles n'ont bénéficié d'aucun suivi de la part du Programme du fait de l'absence de CAC dans la zone Nord. Les fournisseurs ont été interpellés pour effectuer les réparations nécessaires, conformément aux termes du contrat. Il est prévu de vérifier l'état de ces Plateformes.

3.3.2.3 Analyse des écarts et enseignements

L'opérationnalisation du DISEC a enregistré un bon niveau de réalisation durant l'année 2009 à travers :

- * l'élaboration et la validation du DISEC
- * la formation des différents acteurs sur les outils
- * le suivi des plateformes installées
- * le suivi des activités économiques, etc.

Le manque de réactivité des fournisseurs « ECM Pène et Frères » et « NEGODIS » dans l'exécution normale des termes du contrat, a influé sur l'opérationnalité de certaines plateformes installées en 2008.

3.3.3 Produit 3.3 : Un Plan de Communication est élaboré et exécuté

3.3.3.1 Activités prévues

Les activités liées à ce Produit sont :

A.331 l'élaboration et la validation du Plan de Communication.

A.332 l'opérationnalisation du Plan de Communication.

3.3.3.2 Bilan des activités.

A. Elaboration et validation du Plan de Communication.

Le Plan de Communication du Programme a été élaboré par le Cabinet Africom et validé le 20 mars 2009 par l'UCN et les partenaires techniques et financiers du Programme (Ministère de l'Industrie, CAP, Ministère de l'Energie, PROGEDE, PNUD, PREP, PNDL, PGIES) ;

B. Opérationnalisation du Plan de Communication.

Dans l'opérationnalisation de ce Plan de Communication, diverses activités ont été menées. Il s'agit de la tenue de :

- * huit (08) Comités Régionaux de Développement (CRD) animés par une mission de l'UCN dans les régions de Kaolack, Tambacounda, Fatick, Kaffrine, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Diourbel, pour informer les participants sur les objectifs, stratégies et activités du PN-PTFM ;
- * quinze (15) Comités Départementaux de Développement (CDD) organisés dans les départements de Kaolack, Nioro, Kaffrine, Malem Hodaar, Foundiougne, Fatick, Diourbel, Bambey, Kolda, Vélingara, Médina Yorofoula, Sédhiou, Bounkiling et Goudomp.
- * douze (12) Comités Locaux de Développement organisés dans les arrondissements de

Ndiedieng, Paoskoto, Gniby, Sagna, Djilor, Toubacouta, Tattaguine, Ndindy, Lambaye, Ouadiour, Médina Sabakh et Lour Escale.

(Voir en annexe : tableau récapitulatif des CRD, CDD et CLD tenus).

Parallèlement à ces Comité de Développement, il a été réalisé :

- * six (06) émissions radios, à Kolda et Sédhiou,
- * seize (16) panneaux de signalisation du PN-PTFM.
- * quatre mille (4.000) plaquettes de présentation du Programme.

3.3.3.3. Analyse des écarts et enseignements.

Les écarts notés portent essentiellement sur :

- * le nombre de CRD : sur treize (13) CRD prévus, huit ont été réalisés ; ceux des régions de Saint Louis, de Matam, de Ziguinchor, de Thiès et de Louga n'ont pu être tenus, du fait du non démarrage des activités dans ces zones.
- * les ateliers inter plateformes : les six (06) ateliers inter plateformes programmés n'ont pu être tenus, du fait de l'installation tardive des plates-formes,
- * le nombre de CDD : Six (06) CDD ont été tenus dans les huit (08) régions d'intervention actuelle du Programme.
- * le nombre de CLD : Douze (12) réunions de CLD ont été tenues sur les trente prévues dans les huit régions d'intervention

Globalement, ces écarts sont le fait, d'une part, des retards notés dans la signature des contrats liant les ONG/CAC au PN-PTFM (ces contrats ont pris effet en fin mars-avril 2009, juste deux (02) mois avant l'installation de l'hivernage), et d'autre part, par la mise en place tardive des ressources.

- * le nombre de dépliants : Quatre mille (4 000) dépliants sur dix mille (10 000). Cette baisse du nombre de plaquettes relève de l'option qui a été faite de consacrer une partie du budget alloué à la production de plaquettes à d'autres activités de communication.

Les enseignements tirés du déroulement des activités de communication se résument à la nécessité de l'amélioration du processus de planification des activités, en tenant compte de toutes les incertitudes liées à la mise en place des fonds et en se fixant des objectifs précis et réalistes ;

3.3.4. Produit 3.4 « Un Plan de Renforcement des Capacités est élaboré et validé ».

3.3.4.1 Activités prévues

Les activités prévues pour l'atteinte des objectifs de ce produit sont :

A.341 : l'élaboration et la validation du Plan de Renforcement des Capacités.

A.342 : l'application du Plan de Renforcement des Capacités.

4.3.4.2 Bilan des activités.

Plusieurs activités ont été réalisées. Il s'agit de :

A. L'élaboration et la validation du plan de renforcement des capacités.

Un plan de renforcement des capacités des différents acteurs du Programme a été élaboré, dans une approche participative impliquant les membres de l'Unité de Coordination Nationale et les Cellules d'Appui Conseil. Ce document a fait l'objet d'une validation en interne, en date du 15 juin 2009, dans le cadre de l'atelier sur la validation des stratégies d'intervention du PN-PTFM, élargi aux membres des Cellules d'Appui Conseil.

B. L'application du Plan de Renforcement des Capacités.

Pour l'opérationnalisation du plan de développement des capacités, diverses activités de formation ont été menées, à savoir :

✓ La formation des membres des CAC sur « la démarche PTFM et la méthodologie d'élaboration des études de faisabilité participatives ».

Douze (12) personnes représentant les trois CAC, à savoir CARITAS (Centre Est), SAHEL 3000 (Sud EST) et GADEC (EST), ont participé à la session organisée par l'Unité de Coordination Nationale (UCN), du 06 au 13 mars, à Kaolack. La session a été animée par les Experts du PN-PTFM qui ont, tour à tour, présenté les objectifs, activités et stratégies de leurs Composantes respectives.

✓ La formation des Responsables de Suivi/ Evaluation à l'Outil Informatique de Suivi/ Evaluation (OISE).

Trois experts de l'UCN chargés respectivement du Suivi-évaluation-Contrôle, de l'Appui au Développement des Activités Economiques, de l'Animation et de la Communication ont participé à une formation à l'utilisation du logiciel OISE organisée par le PREP. La formation de cinq (05) jour a été tenue à Dakar dans les locaux du PREP, du 16 au 20 mars 2009.

✓ La formation des responsables de suivi-évaluation contrôle des CAC sur « l'Outil Informatique de Suivi Evaluation » (OISE).

Quatre (4) Responsables de Suivi Evaluation Contrôle des CAC ont bénéficié d'une formation sur « l'utilisation de l'Outil Informatique de Suivi Evaluation » (OISE). Cette formation de deux jours, organisée à Dakar, du 28 au 29 septembre, a été animée par les Experts en SEC et FRC du PN-PTFM.

✓ La formation des mécaniciens en « maintenance ».

Six (6) mécaniciens, provenant des quatre zones d'intervention du Programme, ont reçu une formation de dix jours, du 06 au 17 avril 2009, sur la « maintenance des moteurs », organisée par l'UCN, en partenariat avec le fournisseur NEGODIS. Cette formation a permis aux mécaniciens des zones Centre, Centre Ouest, Est et Sud Est, de renforcer leurs capacités en matière de gestion et de suivi technique de la plateforme. Elle leur a permis, aussi, de se familiariser avec les équipements et modules de la plateforme, afin de pouvoir intervenir en cas de panne.

Dans la zone Centre Ouest, cinq (5) mécaniciens du réseau de mécaniciens ont été recyclés par la Cellule d'appui Conseil de l'ONG LVIA.

✓ **La formation des membres des Groupements d'Affaires (GA).**

Dix huit (18) membres de Groupements d'Affaires de Thiès et de Mérina Dakhar ont été formés par la CAC LVIA en « gestion administrative et financière ».

✓ **La formation de l'Expert SEC, du RAF et des Responsables SE des CAC sur les outils de suivi et de planification.**

L'atelier de renforcement des capacités des Responsables de Suivi/évaluation sur « les outils de planification et de Suivi/Evaluation a été organisé, en juin 2009, par la CAP. Cette formation a permis aux différents Responsables SEC des Programmes NEX et des CAC d'avoir une bonne maîtrise des outils de planification et d'élaboration de leur Dispositif de Suivi Evaluation Contrôle (DISEC). Cet atelier a aussi enregistré la participation du RAF.

✓ **Mise à niveau des animatrices.**

Une session de mise à niveau des animatrices et animateurs, élargie aux autres membres des CAC, a été tenue à Thiès, au mois de septembre. Elle a réuni, au total, douze (12) personnes dont quatre animatrices et animateurs. Les autres membres des CAC ont été associés à la formation, en raison des activités d'animation qu'ils sont appelés à mener dans leurs domaines respectifs de compétence. L'animation de la session a été assurée par les Experts du Programme, avec la contribution de certains membres des CAC.

Lors de cet atelier, plusieurs modules relatifs à la formation des membres des Comités Féminins de Gestion, aux outils de suivi-évaluation, au développement des activités économiques, entre autres thèmes, ont été traités.

✓ **La Formation des artisans électriciens.**

Dix sept (17) artisans électriciens installateurs ont bénéficié d'une formation de trois (3) jours, du 27 au 29 septembre, sur les « Modalités et normes techniques d'installation électrique d'une PTFM », organisée par l'UCN, en partenariat avec le Fournisseur ECM PENE et FRERES. Les deux sessions, organisées sur des sites de PTFM, ont été animées par des techniciens de cette Entreprise, dans deux villages (Missirah Baboké et Mbétite) des régions de Tambacounda et de Fatick.

Cette formation a permis de renforcer les capacités des électriciens sur « l'alternateur et le câblage des modules, sur le système d'éclairage et des prises entre autres ». Au sortir de cet atelier, les participants ont acquis une maîtrise du système de câblage électrique de la plateforme.

✓ **La formation des Comités Féminins de Gestion (CFG).**

Trois cent quarante sept (347) membres de Comités Féminins de Gestion de Plateformes multifonctionnelles, dont deux cent soixante dix sept (277) femmes pour soixante dix (70) hommes ont été formés sur « le rôle et les responsabilités des membres des CFG et sur la gestion de la plateforme ».

✓ **La formation des Responsables Techniques des CAC.**

Une session de formation des Responsables Techniques des CAC sur les « Modules de la Plateforme multifonctionnelle » a été organisée à Dakar, dans les ateliers du Fournisseur PDI. Trois personnes représentant les trois (3) CAC du Centre, du Centre Ouest et du Sud Est ont

participé à la session de formation de trois jours, tenue du 1^{er} au 04 septembre 2009, dans les ateliers dudit Fournisseur.

✓ **La formation des meuniers.**

Cent quarante six (146) meuniers ont été formés en septembre et décembre 2009 sur « le fonctionnement et la gestion technique de la plateforme » à l'occasion de sessions de quatre (4) jours organisées sur sites et animées par les membres des Cellules d'Appui Conseil, les fournisseurs « ECM PENE et Frères » et NEGODIS.

✓ **La formation en TOMPRO.**

Deux membres de l'UCN, à savoir le Responsable Administratif et Financier (RAF) et l'Assistant Administratif et Financier (AAF), ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation du logiciel « TOMPRO ». La session de dix (10) jours a été organisée, en janvier 2009, par la CAP.

✓ **La formation en Gestion Axée sur les Résultats (GAR).**

Deux membres de l'UCN (Coordonnateur et experte en SEC) et quatre (4) responsables du Suivi-évaluation des quatre CAC ont participé, au Burkina Faso, du 02 au 08 novembre 2009, à une session de formation sur la GAR, organisée par le Programme Régional Energie et Pauvreté (PREP) au profit des Projets et Programmes de Plateformes multifonctionnelles du Sénégal, du Burkina, du Mali et de la Guinée.

✓ **La formation de membres de l'UCN sur le « FACE »**

Trois membres de l'UCN (Coordonnateur, RAF et AAF) ont bénéficié d'une formation d'un jour sur le « FACE », organisée par le PNUD au profit des Projets et Programmes, en septembre 2009.

✓ **Le renforcement de capacités des responsables de Suivi-évaluation contrôle des CAC sur les outils de planification et de Suivi-évaluation.**

Quatre responsables de SEC des CAC ont participé à une session de mise à niveau sur « les outils de planification et de suivi évaluation » organisée à leur profit, pendant quatre (04) jours en juin 2009, par l'UCN.

✓ **La formation des membres de l'UCN et des partenaires stratégiques sur MS – PROJECT :**

Dix membres de l'UCN et deux représentants de structures partenaires (DI et CAP), soit douze personnes, ont bénéficié d'une formation sur MS PROJECT tenue à Dakar, du 14 au 18 Septembre 2009 dans les locaux de l'Ecole Supérieure de Management des Projets (ESMP). Cette formation de cinq (05) jours a été animée par des formateurs de ladite école. L'utilisation optimale sera effective dès 2010 avec l'acquisition du logiciel fonctionnant en réseau

✓ **La formation des soudeurs installateurs :**

Une session de formation de vingt (20) soudeurs installateurs de plates-formes a été organisée à Thiès, en décembre 2009, au profit d'artisans locaux. La formation axée, pour l'essentiel, sur « les techniques d'entretien, de montage et démontage des équipements, les techniques de soudure et de construction de châssis » pour les équipements de plates-formes a été assurée par le fournisseur « ECM PENE & FRERES ».

(Voir en annexe : tableau récapitulatif des formations effectuées en 2009).

3.3.4.3. Analyse des écarts et enseignements tirés.

Certaines activités programmées dans le PTA n'ont pu être réalisées. Il s'agit de :

✓ **La formation de 180 opérateurs ou des membres de GPF aux techniques de production.**

Cette formation n'a pu être réalisée car découlant de la réalisation des EFP, de la mise en place des comités féminins de gestion (CFG) et de l'identification participative des besoins de formation.

Des besoins de formation ont été identifiés sur la base de l'exploitation de rapports d'études de faisabilité participative (EFP) de PTFM et celle d'études de faisabilité de projets d'activités génératrices de revenus (AGR) et de micro et petites entreprises (MPE).

✓ **L'Alphabétisation des membres des Groupements de Promotion Féminine.**

L'alphabétisation, programmé en 2009, n'a pu se réaliser du fait de la mise en place tardive des Comités Féminins de Gestion, principales cibles de la formation.

Cependant l'exploitation des rapports d'EFP nous a permis de relever des besoins d'alphabétisation fonctionnelle exprimés par certains villages bénéficiaires de PTFM. Des études sont en cours de réalisation pour évaluer davantage les besoins et définir les modalités et conditions d'ouverture de classes d'alphabétisation dans les villages prioritaires.

✓ **La Formation des membres de l'UCN en « Gestion Axée sur les Résultats » (GAR).**

La session de formation en « GAR », au profit des membres de l'UCN n'a pas été organisée, en raison de contraintes de temps liées aux difficultés budgétaires. Cependant, le Coordonnateur National du Programme et l'Experte en Suivi Evaluation Contrôle, bénéficiaires d'une formation en la matière au Burkina, en assureront la démultiplication, à l'interne, au profit des autres membres de l'Unité de Coordination Nationale.

Les enseignements tirés pour la réalisation de ce produit, se résument comme suit :

- * La rareté des ressources et les retards dans la mise à disposition des fonds doivent amener le Programme à faire des choix réalistes, en se fondant sur la pertinence et le caractère prioritaire de certaines activités.
- * les ambitions du Programme, en matière d'alphabétisation fonctionnelle, telles que notées dans le Cadre logique, doivent être revues à la baisse, au regard des ressources limitées, et ce, malgré l'importance de l'alphabétisation dans le cadre de la réalisation des objectifs du Programme. Par ailleurs, au regard de l'importance de l'alphabétisation fonctionnelle dans le cadre de la réalisation des objectifs, la recherche de partenariats pour des financements complémentaires devrait être effectuée auprès du Ministère chargé de l'Alphabétisation et des Langues Nationales et, des projets ou programmes intervenant dans le secteur.
- * la réalisation des activités de formation reste sujette à celle d'autres activités préalables. C'est dire que tout retard constaté dans la mise en œuvre de certaines activités telles que la constitution des comités féminins de gestion des PTFM se répercute sur les activités de formation destinées aux CFG et GPF.

IV. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET FINANCIERE

Le PTA 2009, initialement arrêté à 1.240.784.790 FCFA, a fait l'objet de révisions pour :

- * d'une part, tenir compte de la mise en place tardive des ressources de la fondation Bill et Melinda GATES et
- * d'autre part, répondre à un besoin de rallonge budgétaire au titre des fonds TRAC.

Ainsi, le budget de la Fondation Bill et Melinda GATES est passé de cinq cent trente quatre millions deux cent quarante huit mille quatre vingt neuf (534.248.089) FCFA à trois cent cinquante et un millions huit cent trente huit mille huit cent quatre (351.838.804) FCFA, soit une baisse de 34,14% tandis que celui du PNUD passait de deux cent dix huit millions cinq cent trente six mille sept cent un (218.536.701) FCFA à deux cent quatre vingt sept millions deux cent douze mille six cent quarante sept (287.212.647) FCFA, soit une hausse de 31,42%.

Pour une meilleure prise en compte des priorités du Programme, il a été procédé à un réaménagement du Budget Consolidé d'Investissement qui, entre temps, a subi une ponction et est passé de trois cent soixante quinze millions (375.000.000) de FCFA à trois cent soixante trois millions quatre cent soixante deux mille deux cent soixante (363.462.260) FCFA ; soit une baisse de onze millions cinq cent trente sept mille sept cent quarante (11 537 740) ; soit une baisse de 3,1%.

Suite à ces différentes opérations, le budget du PTA 2009 est passé d'un milliard deux cent quarante millions sept cent quatre vingt dix mille (1 240 790 000) à un milliard cent quinze millions cinq cent treize mille sept cent onze (1.115.513.711) FCFA, soit une baisse en valeur absolue de cent vingt cinq millions deux cent soixante onze mille soixante cinq (125 271 079) ; et en valeur relative de 10,1%.

De ce budget, un montant d'un milliard sept millions quatre cent vingt trois mille huit cent soixante et un (1.007.423.861) FCFA, a été mis à la disposition du Programme, soit 96%.

Ces financements émanent de l'Etat, des Bénéficiaires, du PNUD et de la fondation Bill et Melinda GATES.

ETAT EXECUTION BUDGETAIRE TE FINANCIERE 2009

	Montant budgétisé	Demandé	Alloué	Taux de couverture	Dépenses	Taux Exécution Budgétaire	Taux Exécution Financière
GATES	351 838 804	351 838 804	351 838 804	100%	328 323 238	93%	93%
PNUD**	287 212 647	216 622 797	216 622 797	75%	210 084 405	73%	97%
BENEFICIAIRES	113 000 000	113 000 000	113 000 000	100%	113 000 000	100%	100%
GOVERNEMENT	363 462 260	363 462 260	325 962 260	90%	274 995 250	76%	84%
TOTAL	1 115 513 711	1 044 923 861	1 007 423 861	96%	926 402 892	83%	92%

Un montant global de neuf cent vingt six millions quatre cent deux mille huit cent quatre vingt douze (926.402.892) FCFA a été dépensé au terme de l'exercice 2009 ; soit un Taux d'Exécution Financière (TEF) de 92% et un Taux d'Exécution Budgétaire (TEB) de 83%.

L'état d'exécution des ressources de 2009 par bailleur est la suivante :

- ✓ Fondation Bill et Melinda Gates : TEB de 93% et TEF de 93% ;
- ✓ PNUD : TEB de 73% et TEF de 97%
- ✓ Bénéficiaires : TEB de 100% et TEF de 100%
- ✓ Gouvernement du Sénégal : TEB de 76% et TEF de 84%.

Si les taux d'exécution réalisés au titre des ressources du PNUD et de la Fondation Bill et Melinda Gates sont appréciables, force est de constater que les efforts doivent être poursuivis dans la gestion des ressources de l'Etat en :

- * renforçant davantage la communication en interne entre les services utilisateurs et l'administration du Programme, en vue d'une meilleure anticipation des besoins et donc du déclenchement, au plus tôt, du processus d'achat;
- * intensifiant la collaboration entre l'administration du Programme et les services de l'Etat intervenant dans le circuit de passation des marchés et celui des paiements par le BCI.

V. GESTION ET COORDINATION DES ACTIVITES

5.1 Administration et Gestion :

✓ Ressources humaines :

L'Unité de Coordination Nationale (UCN) est basée à Kaolack, à environ 200 km de la capitale, Dakar. Elle est composée de :

- ~ Un (01) Coordonnateur National
- ~ Cinq (05) Experts répartis comme suit :
 - * Expert en Formation et Développement des Capacités
 - * Expert en Animation & Communication
 - * Expert en Suivi-Evaluation Contrôle
 - * Expert en Appui aux Activités Economiques
 - * Expert en Appui Technique & Technologique
- ~ Un (01) Responsable Administratif et Financier
- ~ Une (01) Assistante au Responsable Administratif et Financier
- ~ Une (01) Assistante de Direction
- ~ Un (01) Comptable des matières
- ~ quatre (04) chauffeurs
- ~ un (01) Agent de service
- ~ deux (02) gardiens.

Le personnel du Programme est globalement resté stable depuis le démarrage des activités. Cependant il a connu quelques mouvements avec :

- * la démission de l'Assistant Administratif et Financier en Février 2009, pour convenance personnelle et son remplacement au mois d'Août 2009
- * le changement intervenu à la tête de la Coordination, avec le remplacement, depuis le 14 juillet 2009, de l'ancien Coordonnateur admis à faire valoir ses droits à la retraite.

✓ Gestion comptable

Le PN-PTFM a utilisé comme système d'information comptable le logiciel de gestion « TOMPRO », à partir duquel sont générés les rapports financiers.

Il est tenu un double classement des pièces justificatives :

- * Un classement par rubrique budgétaire ;
- * Un classement par nature de dépense.

Le Comptable matières a tenu les registres et documents ci-dessous:

- * livre journal des matières ;
- * fiches de consommation des stocks ;
- * bons d'entrée et de sortie ;
- * fiches d'inventaire.

5.2. Activités de communication :

✓ Réunions et séances de travail

Au cours de l'année 2009, le PNPTFM a participé à quarante trois (43) réunions ainsi réparties :

- * Réunions de coordination interne (UCN): quatre vingt cinq (85) séances pour une durée moyenne de deux (02) heures. Certaines réunions peuvent avoir un caractère purement technique pour l'examen de questions spécifiques.
- * Réunions tenues à l'extérieur : dix huit (18). Ces réunions ont été tenues avec les partenaires du Programme, notamment le PRP, le PGIES, le PVM, CAURIES, le PEPAM, le PNDL, l'ASER, la CAP, etc.

✓ Correspondances administratives.

Au cours de l'année 2009, le Programme PTFM a traité trois cents soixante quatre (364) correspondances réparties comme suit :

- * **Départ** : deux cents dix sept (217) lettres signées par le Coordonnateur.
- * **Arrivée** : cent quarante sept (147) correspondances reçues.

Pour la mise en œuvre du Programme, l'UCN a institué et intégré des cadres de concertation et d'échanges tels que:

- * **Les réunions de Coordination** qui sont des instances de planification et de suivi des activités. Trois (03) comités techniques sont prévus, par semaine, dont deux (02) au moins tenus et consignés par un compte rendu de réunion.
- * **Les Comités Régionaux de Développement (CRD)** : Le PN-PTFM est membre du CRD de la Région de Kaolack. A ce titre, il participe aux concertations sur les activités de développement économique et social de la région.
- * **Les missions d'échanges auprès des CAC**: Des missions d'échanges et de partage des connaissances sont périodiquement menées au niveau des Cellules d'Appui Conseil (CAC).

Par ailleurs, il convient de souligner la mise en place de « **Task forces** », au niveau de l'UCN, constituées de groupes thématiques composés de deux à trois personnes chargées de réfléchir sur des questions stratégiques et de proposer des solutions.

VI. DIFFICULTES RENCONTREES

Le Plan de Travail Annuel (Janvier - Décembre 2009) a connu un niveau d'exécution appréciable malgré certaines difficultés qui ont négativement influé sur le déroulement des activités. Il s'agit principalement :

✓ **Des retards enregistrés dans la mise en place des ressources.** Cette situation interpelle les différentes parties à prendre, de part et d'autre, les mesures idoines. En effet, ces retards réduisent considérablement la durée effective d'exécution des activités. En moyenne, trois à cinq mois d'activités ont été perdus du fait de ces retards.

Pour preuve, la première tranche des ressources censées financer les activités de terrain (installations plateformes, formation bénéficiaires, ingénierie sociale, etc.) n'a été mise en place que dans la deuxième quinzaine du mois de juin 2009 et à hauteur de 17% du montant sollicité alors, qu'entre temps, les populations avaient mobilisé leur maigres ressources pour s'acquitter des obligations qui sont les leurs dans le processus d'installation.

Aussi, la demande de fonds du 3^{ème} trimestre n'a été satisfaite qu'en début septembre 2009 et celle du 4^{ème} trimestre, en fin Novembre 2009. Par ailleurs, le Programme, tant bien que mal, a essayé d'atténuer les effets de ces retards en collaboration avec les CAC et le personnel qui ont pré financé certaines activités.

Cette situation, si elle doit perdurer, mériterait que la réflexion soit ouverte par les voix autorisées sur l'opportunité d'instituer des demandes de fonds semestrielles.

✓ **Des retards enregistrés dans la signature des marchés :** Ils ne contribuent pas à la mise à disposition à temps des équipements, créant ainsi des désagréments au processus d'installation des PTFM et de mise en place des organes de gestion. Il convient de noter que ces retards influent négativement sur le niveau de mobilisation des populations qui auront réalisé à temps les abris.

✓ **La non fonctionnalité du siège de la Coordination :** Les locaux abritant l'UCN ne sont pas fonctionnels. Les solutions proposées (construction d'un bureau, location de bureau) prennent du retard dans leur mise en œuvre ;

✓ **Les blocages dans la signature des Conventions de partenariats stratégiques :** le blocage enregistré dans la signature des Conventions de partenariat stratégique avec le PNDL, le PEPAM et l'ASER, constitue un handicap majeur pour l'atteinte des objectifs, principalement « le développement des usages sociaux grâce à la fourniture de services énergétiques modernes en vue d'accélérer l'accès des populations rurales aux services sociaux de base (SSB) ».

VII. ENSEIGNEMENTS DE 2009.

Au chapitre des leçons apprises nous notons :

- ✓ La nécessité d'anticiper sur les procédures deancements des DAO et d'engagement des dépenses,

L'insuffisance du budget prévu par les ressources Gates pour le financement des modules complémentaires. En effet, il est prévu dans le budget GATES un montant de 3 087 500 FCFA pour l'installation d'une plate-forme, compte non tenu de l'abri, alors que le coût réel de la plate-forme (sans l'abri) s'élève à 3 192 799 FCFA, soit un léger déficit. Cependant, pour les modules complémentaires, le déficit est criard, un montant de 250.000 FCFA par plate-forme étant prévu dans le budget Gates, alors que le coût réel moyen des modules complémentaires (décortiqueuse à riz, poste de soudure) par plate-forme est de 1.119.324 FCFA.

Ce déséquilibre risque, si des solutions ne sont pas trouvées, de poser à terme un problème sur la satisfaction des besoins des villageois en terme de modules complémentaires.

La nécessité de concentrer les installations, pour réduire les coûts du suivi, permettre le développement de la coopération inter-entreprise PTFM, et la capacité de mise en marché de produits ouverts au niveau local.

- ✓ La capitalisation des résultats de la phase antérieure et du contrat de CAC de la LVIA signé par l'UNOPS et suivi par le PN-PTFM. A ce titre, une résolution du Comité de pilotage tendant à permettre au Programme Sénégal de comptabiliser les activités réalisées dans le cadre des plateformes multifonctionnelles, est souhaitable.
- ✓ La nécessité de relancer les partenariats stratégiques recherchés (ASER, PEPAM, PNDL), par la saisine et la mise à contribution des Ministères de tutelle concernés.
- ✓ Une meilleure coordination du travail avec les ONG/CAC

VIII. PERSPECTIVES.

Pour l'année 2010, les actions suivantes sont envisagées :

- ✓ la signature d'une Convention de Partenariat avec le Fonds National de Solidarité (FNS) qui permettra au Programme de trouver des financements complémentaires pour certaines activités ;
- ✓ la signature d'une Convention de partenariat avec le Projet pilote de lutte contre les plantes envahissantes comme le TIFA au Nord du Sénégal, à travers laquelle des unités de transformation de produits agricoles pourraient être installées ;
- ✓ la dynamisation des synergies entre Projets et Programme sous Exécution Nationale, impulsée par la Cellule d'Appui aux Projets (CAP) ;
- ✓ le développement des activités économiques à travers :
 - * la réalisation d'une étude de marché des produits agricoles transformés,
 - * la création de noms commerciaux, l'amélioration des conditions de travail en milieu rural, l'amélioration de l'accès aux intrants,
 - * la réalisation d'une étude avec l'ITA, pour identifier de nouvelles opportunités de transformation de produits agro-alimentaires,
 - * l'appui à l'aménagement pour des plantations de Moringa, Pourghère, Neem etc.
 - * l'appui à la mise en place d'au moins quatre (04) mini boulangeries, si les ressources financières nécessaires sont disponibles,
 - * l'intensification de la recherche de partenariats auprès d'autres structures d'appui au développement local visant la promotion de l'entrepreneuriat rural, en vue de combler la faiblesse des ressources allouées à la Composante Développement des Activités Economiques qui doit contribuer fortement à la réalisation de l'Objectif Spécifique numéro 1 du Cadre logique, en l'occurrence, « la création de richesse »,
 - * la poursuite de la recherche de financements par le Ministère de tutelle, dans le cadre du projet d'extension du PN-PTFM ;
- ✓ l'identification d'autres options technologiques, à côté des plateformes de la région de Kolda, telles que :
- ✓ l'installation d'une Unité de concassage de noix de palme
 - * l'installation d'une Unité de décorticage de noix d'acajou,
 - * l'installation d'une Unité de traitement de miel,
 - * l'installation d'un séchoir solaire de fruits et légumes,
 - * la mise en place d'une Unité de production d'insecticide avec l'huile de « Neem ».

✓

✓ L'évaluation des partenariats avec les CAC :

La nécessité se pose, après une année d'exécution basée sur le « faire-faire », d'évaluer le partenariat avec les CAC et de réfléchir sur une approche et une démarche plus efficiente dans la mise en œuvre des activités. Cet exercice a commencé au sein de l'équipe de la Coordination et se poursuivra en collaboration avec les partenaires techniques et financiers du Programme.

Par ailleurs, dans le cadre de la diversification de ses activités sur le terrain, le PN-PTFM compte redynamiser les Conventions de partenariat avec le PEPAM, l'ASER, le PNDL, pour l'installation de PTFM avec réseau d'eau, d'électricité, etc. Pour ce faire, il va solliciter l'appui des Ministères concernés.

Enfin, nous comptons, avec le soutien agissant de nos différentes structures de supervision et de coordination, mais aussi de nos partenaires financiers et stratégiques, atteindre en 2010 un niveau de performance exceptionnel.

ANNEXES

BILAN DEMANDE - ALLOCATION - TAUX EXECUTION

OBJECTIF STRATEGIQUE	PRODUITS	BUDGET	MONTANT DEMANDE	MONTANT RECU	MONTANT DEPENSE
OS1: CRÉER DE LA RICHESSE GRACE AUX SERVICES ENERGETIQUES FOURNIS PAR LA PTFM	1.1 La rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées	88 640 471	113 479 840	89 291 284	77 400 770
	1.2 Un env. fav. au dév. des Act. Eco. est créé dans les villages bénéficiaires	25 931 061	24 583 256	22 741 762	22 239 440
	1.3 Un tissu de cent (100) Micros et Petites Entreprises (MPE) est créé	7 615 528	7 400 000	7 400 000	7 219 909
	TOTAL OS1: CRÉER DE LA RICHESSE GRACE AUX SERVICES ENERGETIQUES FOURNIS PAR LA PTFM	122 187 060	145 463 096	119 433 046	106 860 119
OS2. AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	2.1 Soixante quinze (75) PTFM dont un (01) avec réseau d'eau et cinq (05) fonctionnant au biocarburant sont installées	144 286 131	317 909 044	144 286 131	138 600 029
	TOTAL OS 2: AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	144 286 131	317 909 044	144 286 131	138 600 029
OS3: ASSURER UNE GESTION REUSSIE DU PROGRAMME	3.1 Un dispositif de Gestion et de Coordination est défini et opérationnalisé	206 745 254	138 773 999	127 812 111	129 012 111
	3.2 Un dispositif de Suivi-Evaluation-Contrôle défini et opérationnel	54 682 340	59 939 957	54 247 924	53 827 451
	3.3 Un plan de Communication est élaboré et exécuté	42 762 874	60 489 564	50 279 747	35 700 558
	3.4 Un Plan de Formation et/ou de Renforcement de capacités des acteurs est élaboré et exécuté	68 387 792	129 641 885	72 452 641	74 407 375
	TOTAL OS 3: ASSURER UNE GESTION REUSSIE DU PROGRAMME	372 578 260	388 845 405	304 792 423	292 947 495
TOTAL GENERAL		639 051 451	852 217 545	568 511 600	538 407 643

TEB	84%
TEF	95%
TAUX DE COUVERTURE	67%

EXECUTION BUDGETAIRE PLAN DE TRAVAIL 2009

Id Projet/Produits escomptés	Activités Clés	Cadre Temp.				Partenaire Responsable	Budget prévisionnel			Les réalisations	Les écarts
		T1	T2	T3	T4		Donateur	Description	Montant		
1.1 La rentabilité et la viabilité des PTFM installées sont assurées	OS1: CRÉER DE LA RICHESSE GRACE AUX SERVICES ENERGETIQUES FOURNIS PAR LA PTFM										
	1.1.1 Mener soixante quinze (75) études rigoureuses de faisabilité participatives (EFP)					UCN, CAC	Etat	72100 Services Contractuels /CAC	22 906 750	9 947 200	12 959 550
							PNUD	71600 Préparation études/ PTFM VM	651 297	653 700	- 2 403
						CAC, UCN	Gates	72100 Services Contractuels/CAC 71600 Travel DSA	83 770 390 62 520	73 360 880 -	10 409 510 62 520
	1.1.2 Mener une étude rigoureuse sur la définition des caractéristiques des moteurs et des modules					UCN	PNUD	71600 Travel / DSA	477 506	449 000	28 506
							PNUD	73415 Gasoil	6 001	50 000	- 43 999
	1.1.3 Appuyer la mise en place de deux (02) associations de propriétaires de PTFM (Groupements d'Affaires) pour le développement des projets collectifs et/ou d'échanges d'expérience					UCN, CAC	Gates	71600 Travel / DSA	1 212 300	445 540	766 760
							Gates	72100 Services contractuels	718 430	718 430	-
	1.1.4 Faire fonctionner cinq (05) PTFM au biocarburant					UCN, CAC	Gates	71600 Travel / DSA	1 804 547	1 660 700	143 847
	Total Résultat 1.1								111 547 221	87 347 970	24 199 251
1.2 Un environnement favorable au développement des Activités Economiques est créé dans les villages bénéficiaires	1.2.1 Former cent quatre vingt (180) acteurs (membres CFE) aux techniques de production					CAC, UCN	Etat	72100 Services Contractuels/CAC	11 959 417	-	11 959 417
							PNUD	71400 Expertise	5 457 856	4 093 392	1 364 464
							Etat	71400 Expertise	3 538 728	884 682	2 654 046
	1.2.2 Mettre en place des mécanismes de financement pour la promotion des Activités Economiques					UCN, CAC	Gates	71600 Travel / DSA	1 276 700	1 456 515	- 179 815
							Gates	72100 Services Contractuels	7 719 200	4 219 199	3 500 001
						PNUD	71400 Expertise	5 457 856	6 822 878	- 1 365 022	
							Etat	71400 Expertise	3 538 728	3 528 728	10 000
						PNUD	74300 Contribution	360 077	-	360 077	
	1.2.3 Identifier huit (08) créneaux porteurs					UCN, CAC	PNUD	71600 Travel / DSA	201 515	189 600	11 915
							PNUD	71400 Expertise	2 728 928	2 728 928	-
							Etat	71400 Expertise	1 769 364	1 769 364	-
							Etat	72100 Services Contractuels /CAC	796 160	-	796 160
	1.2.4 Mettre en place une (01) centrales de commercialisation : Etudes préparatoires et installation					UCN, CAC	Etat	72200 Equipements & fournitures	15 000 000	14 531 582	468 418
						PNUD	71400 Expertise	2 728 928	2 728 928	0	
						Etat	71400 Expertise	1 769 364	1 769 364	-	
Total Résultat 1.2								64 302 822	44 723 160	19 579 661	
1.3 Un tissu de cent (100) Micros et Petites Entreprises (MPE) est crée	1.3.1 Appuyer l'installation d'au moins un (01) périmètre maraîcher					UCN, CAC	Gates	72100 Services Contractuels	1 000 000	2 769 500	- 1 769 500
	1.3.2 Mettre en place au moins un (01) Espace MPE					UCN, CAC	Gates	72100 Services Contractuels	3 000 000	4 254 735	- 1 254 735
							Gates	71600 Travel DSA	1 521 588	1 052 688	468 900
							Etat	72200 Equipement	13 000 000	12 456 829	543 171
	1.3.3 Appuyer la mise en place d'au moins une (01) unité de transformation de ressources locales					UCN, CAC	Gates	72100 Services Contractuels	1 500 000	500 000	1 000 000
							Gates	71600 Travel DSA	593 940	597 720	- 3 780
Total Résultat 1.3								20 615 528	21 631 472	- 1 015 944	
Total OS 1								196 465 571	153 702 602	42 762 969	

EXECUTION BUDGETAIRE PLAN DE TRAVAIL 2009

Id Projet/Produits escomptés	Activités Clés	Cadre Temp.				Partenaire Responsable	Budget prévisionnel			Les réalisations	Les écarts		
		T1	T2	T3	T4		Donateur	Description	Montant				
2.1 Soixante quinze (75) PTFM dont un (01) avec réseau d'eau et cinq (05) fonctionnant au biocarburant sont installées	OS2. AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE												
	2.1.1 Sélectionner et mettre à niveau une (01) Cellule d'Appui Conseil (CAC)					UCN	Etat	72100 Services Contractuels	447 279	-	447 279		
							PNUD	72100 Services Contractuels	386 423	392 516	-	6 093	
							PNUD	71600 Travel /DSA	1 809 311	1 909 700	-	100 389	
							PNUD	73415 Gasoil		-			
	2.1.2 Organiser au moins sept (07) sessions de formation annuelle au profit des CAC sélectionnées					UCN	Gates	71600 Travel /DSA	8 796 518	8 879 878	-	83 360	
							Gates	73415 Gasoil	1 616 500	442 500		1 174 000	
	2.1.3 Exécuter les conventions avec le PEPAM, l'ASER, le PNDL et nouer des partenariats avec d'autres structures (PRP, Village du Millenaire, PROMER 2, PGIES, BAD, PROGERT, PADEL/PNDL, etc.).					UCN, CAC	PNUD	71600 Travel / DSA	2 865 035	1 992 875		872 180	
	2.1.4 Définir les modalités de mise en place des soixante quinze (75) PTFM dont cinq (05) fonctionnant biocarburant et au moins un (01) dotée d'un réseau d'eau					UCN				-	-	-	
	2.1.5 Installer soixante quinze (75) PTFM fonctionnelles					CAC, UCN	Etat	72100 Services Contractuels /CAC	3 925 650	-		3 925 650	
							Gates	72100 Services Contractuels	17 654 129	16 284 726			1 369 403
							Gates	72200 Equipement PTFMs (base)	92 222 176	89 256 132			2 966 044
							Bénéficiaires	72200 Equipement PTFMs (base)	113 000 000	113 000 000			-
							Etat	72200 Equipement PTFMs (base)	36 664 722	35 730 800			933 922
							PNUD	71600 Travel / DSA	588 088	1 617 700	-		1 029 612
							Gates	71600 Travel DSA	2 910 900	2 387 470			523 430
							PNUD	71400 Expertise Technique	15 437 052	15 436 552			500
							Etat	71400 Expertise Technique	11 552 701	8 664 526			2 888 175
	Total Résultat 2.1								309 876 483	295 995 355		13 881 128	
	2.2 Trente sept (37) PTFM de la phase pilote sont réhabilitées	2.2.2 Réparer et/ou changer les composantes pour mettre à niveau les trente sept (37) PTFM déjà installées					UCN, CAC	Etat	72200 Equipemnt & Furniture	37 000 000	36 764 581		235 419
Total Résultat 2.2.								37 000 000	36 764 581		235 419		
Total OS 2								346 876 483	332 759 936		14 116 547		

EXECUTION BUDGETAIRE PLAN DE TRAVAIL 2009

Id Projet/Produits escomptés	Activités CMA	Cadre Temp.				Partenaire Responsable	Budget prévisionnel			Les réalisations	Les écarts	
		T1	T2	T3	T4		Donateur	Description	Montant			
3.1 Un dispositif de Gestion et de Coordination est défini et opérationnalisé	OS3: ASSURER UNE GESTION REUSSIE DU PROGRAMME											
	3.1.1 Faire élaborer et valider un manuel de procédures administratif financier et comptable					CAP	PNUD	72100 Services contractuels	4 900 000	4 900 000		
						UCN	PNUD	71600 Travel DSA	4 586 400	4 488 000	98 400	
	3.1.2 Mettre en place les conditions d'un bon fonctionnement du Comité de Pilotage					MMIPME/DI	Gates	71600 Travel DSA	2 636 900	2 440 781	196 119	
						MMIPME/DI	Gates	72100 Services Contractuels	1 000 000	355 012	644 988	
	3.1.3 Mettre en place les équipements complémentaires nécessaires au bon fonctionnement de l'UCN						Etat	72200 Batiments	24 000 000	23 982 908	17 092	
							PNUD	72200 Groupe électrogène	10 493 429	10 147 000	346 429	
							PNUD	72200 Matériel de transport	56 487 571	-	56 487 571	
							PNUD	72200 Matériel informatique	786 981	1 160 000	-	
							Etat	72200 Mobilier de bureau	6 000 000	5 996 760	3 240	
							Etat	72200 Réseau informatique	6 000 000	5 949 855	50 145	
							PNUD	72200 Serveur	4 690 622	2 928 400	1 762 222	
	3.1.4 Assurer les conditions d'un bon fonctionnement de l'UCN						PNUD	71300 Salaires	80 788 077	70 551 973	10 236 104	
							Etat	71400 Salaires	28 094 533	25 926 205	2 168 328	
							Etat	71300 Salaires	15 592 542	14 389 114	1 203 428	
							PNUD	72500 Fonctionnement	15 893 846	14 094 464	1 799 382	
							Etat	72500 Fonctionnement	46 084 426	39 605 176	6 479 251	
						Etat	72100 Contractual services	12 000 000	11 994 850	5 150		
3.1.5 Elaborer le PTA de 2010						PNUD	71600 Travel / DSA	11 774 590	5 821 610	5 952 980		
3.1.6 Procéder à l'Audit annuel du PNPTFM						Gates	72100 Services contractuels	7 716 000	7 834 150	-		
						PNUD, ETAT	PNUD	71600 Travel / DSA	990 837	290 720	700 117	
						PNUD	72100 Services contractuels	4 000 000	4 000 000			
Total Résultat 3.1								344 516 755	256 856 977	87 659 778		
3.2 Un dispositif de Suivi-Evaluation-Contrôle défini et opérationnel	3.2.1 Elaborer et faire valider un dispositif de Suivi/Evaluation/Contrôle (SEC) en référence au cadre de SEC de la modalité NEX déjà établi						Gates	71600 Travel DSA	3 614 927	3 760 427	-	
							PNUD	71400 Expertise	6 831 380	6 831 380	-	
							Etat	71400 Expertise	2 645 046	2 645 046	-	
							Gates	74500 Divers	1 423 729	1 423 729	-	
							Etat	74500 Divers	530 000	-	530 000	
	3.2.2 Rendre opérationnel le SEC validé						Gates	71600 Travel DSA	4 998 270	1 586 730	3 411 540	
							Gates	72100 Sevices Contractuels / CAC	27 401 446	29 829 037	-	
							Gates	72100 Services contractuels	34 400	834 400	-	
							PNUD	71400 Expertise	3 578 188	9 561 748	16 440	
							Etat	71400 Expertise	3 578 139	5 290 092	2 645 047	
Total Résultat 3.2								65 792 525	61 762 599	4 029 936		

EXECUTION BUDGETAIRE PLAN DE TRAVAIL 2009

EXECUTION BUDGETAIRE PLAN DE TRAVAIL 2009											
Id Projet/Produits escomptés	Activités G&S	Cadre Temp.				Partenaire Responsable	Budget prévisionnel			Les réalisations	Les écarts
		T1	T2	T3	T4		Donateur	Description	Montant		
3.3 Un plan de Communication est élaboré et exécuté	3.3.1 Elaborer et valider le Plan de Communication du PTFM					UCN, Partenaires	Gates	72100 Services contractuels	6 411 000	6 411 000	-
							Gates	71600 Travel DSA	468 300	468 300	-
							PNUD	71400 Expertise	4 567 635	4 569 635	- 2 000
							Etat	71400 Expertise	2 179 803	2 179 803	-
							Gates	74500 Divers	529 000	529 000	-
	3.3.2 Rendre opérationnel le Plan de Communication					UCN, CAC	Gates	74500 Fournitures diverses	11 175 358	4 505 250	6 670 108
							Gates	71600 Travel DSA	5 573 784	2 234 980	2 338 804
							Gates	72200 Equipements	334 092	-	334 892
							PNUD	71400 Expertise	13 702 905	13 702 905	-
							Etat	71400 Expertise	4 539 410	4 359 606	2 179 804
							Etat	71200 Services contractuels /CAC	7 584 250	-	7 584 250
							Gates	71200 Service contractuels /CAC	-	2 279 488	- 2 279 488
	Total Résultat 3.3								59 066 337	42 239 967	16 826 370
3.4 Un Plan de Formation et/ou de Renforcement de capacités des acteurs est élaboré et exécuté	3.4.1 Elaborer et faire valider un Plan de Formation et/ou de renforcement des capacités					UCN	Gates	71600 Travel DSA	1 940 000	1 940 200	- 200
							Gates	72100 Services contractuels	370 000	370 000	-
							PNUD	71400 Expertise / Formation	4 439 021	4 439 022	- 1
							Etat	71400 Expertise / Formation	2 209 393	2 209 393	-
	3.4.2 Appliquer le Plan de Formation et/ou de Renforcement des Capacités					UCN	Gates	72100 Services Contractuels /CAC	28 391 142	31 756 808	- 3 365 666
							Etat	72100 Services Contractuels /CAC	18 787 875	-	18 787 875
							Etat	72100 Services Contractuels	930 000	-	930 000
							Gates	72100 Services Contractuels	5 018 000	5 018 000	-
							Etat	72100 Services Contractuels	4 652 800	-	4 652 800
							Gates	71600 Travel DSA	14 684 338	15 396 813	- 712 475
							PNUD	71600 Travel DSA	228 229	214 735	13 494
							Etat	71600 Travel DSA	400 000	-	400 000
							Etat	74500 Divers	800 000	-	800 000
							PNUD	71400 Expertise / Formation	13 317 062	13 317 062	-
				Etat	71400 Expertise / Formation	6 628 180	4 418 787	2 209 393			
Total Résultat 3.4								102 796 040	79 080 820	23 715 220	
Total OS 3								572 171 657	439 940 353	132 231 304	
TOTAL								1 115 513 711	926 402 891	189 110 820	

Annexe 3 : Tableau 5 : Récapitulatif des CRD, CLD, CDD, organisés.

Régions	Départements	Arrondissement/ Commune	Dates	Types de séances d'Animation/Communication	Nom bre de participants	Commentaires
Kaolack	Kaolack	Ndiedieng	22/07/09	CLD	26	Les réunions de CRD, CDD, CLD ont été présidées respectivement par les Gouverneurs de Région, les Préfets de Départements et les Sous-préfets d'Arrondissement. Y ont participé les Chefs de services déconcentrés de l'Etat, les Projets/programmes de développement, les élus locaux et régionaux, la société civile dont les GPF et autres associations de jeunes et corps de métiers.
	Nioro	Paoskoto	28/07/09	CLD	30	
Kaffrine	Kaffrine	Gniby	23/07/09	CLD	42	
	Malem Hoddar	Sagna	5/08/09	CLD	18	
Fatick	Foundiougne	Djilor	28/07/09	CLD	25	
		Toubacouta	30/07/09	CLD	34	
	Fatick	Tattaguine	12/08/09	CLD	29	
Diourbel	Diourbel	Ndindy	13/08/09	CLD	18	
	Bambey	Lambaye	14/08/09	CLD	15	
Kaffrine	Koungheul	Lour Escalé	28/10/09	CLD	35	
Fatick	Gossas	Ouadiour	28/10/09	CLD	32	
Kaolack	Nioro	Médina Sabakh	29/10/09	CLD	38	
Kolda	Kolda	Commune	02/09/09	CDD	47	
	Vélingara	Commune	25/08/09	CDD	42	
	Médina Yorofoula	Commune	17/08/09	CDD	35	
Sédhiou	Sédhiou	Commune	13/08/09	CDD	40	
	Boukiling	Commune	14/08/09	CDD	42	
	Goudomp	Commune	31/08/09	CDD	45	

Régions	Départements	Arrondissement/ Commune	Dates	Types de séances d'Animation/Communication	Nombre de participants	Commentaires
Sédhiou	Départements de Sédhiou, Boukiling, Goudomp	Commune	21/04/09	CRD	75	
Kolda	Départements de Médina Yorofoula, Vélingara, Kolda	Commune	22/04/09	CRD	52	
Tambacounda	Tambacounda, Bakel, Goudiry, Koumpentoum	Commune	23/04/09	CRD	36	
Kédougou	Saraya, Salémata, Kédougou	Commune	24/04/09	CRD	47	
Kaffrine	Malem Hoddar, Kaffrine, Birkélane	Commune	28/04/09	CRD	34	
Kaolack	Guinguiné, Kaffrine, Nioro	Commune	16/04/09	CRD	64	
Fatick	Gossas, Foundiougne, Fatick	Commune	30/04/09	CRD	73	
Diourbel	Bambey, Diourbel, Mbacké	Commune	29/04/09	CRD	52	

Annexe 4 : Tableau 6 : Récapitulatif du nombre de sessions de formation effectuées en 2009

Date	Cible	Noms des Bénéficiaires/cibles	Nombre Jeunes Hommes	Nombre Jeunes femmes	Nombre Femmes adultes	Nombre Hommes adultes	Nom/structure formateur	Durée formation	Thèmes	Observations
06/03/2009	Personnel des CAC	CAC/Centre CAC/Est CAC/Sud Est	0	0	4	12	UCN	5 jours	Démarche du Programme	Néant
16/03/2009	UCN	ESEC EAAE EAC	0	0	1	2	PREP	5 jours	OISE	RAS
06-17 Avril 2009	Zones Centre, Est, Centre Ouest, Nord	Mécaniciens				06	UCN			
Juin 2009	UCN	ESEC et Responsables SE des CAC				06	UCN	4 jours	Renforcement de capacités sur les outils de planification et de SE	
08/09/2009	CAC	Animatrices des CAC	0	0	06	11	UCN	5 jours	Mise à niveau des animatrices	
27/07/2009(Missirah Babok et Mbétite)	Artisans électriciens	électriciens	0	0	0	17	Pene et Frères	3 jours	Formation des électriciens	

Date	Cible	Noms des Bénéficiaires/cibles	Nombre Jeunes Hommes	Nombre Jeunes femmes	Nombre Femmes adultes	Nombre Hommes adultes	Nom/structure formateur	Durée formation	Thèmes	Observations
14/09/2009	UCN	UCN/Partenaires	0	0	04	06	ESMP	5 jours	MS PROJECT	
28/09/2009	CAC	Responsables SEC	0	0	01	05	UCN	2	OISE	
Septembre-Octobre	CFG	CFG	0	0	277	70	CAC	2 jours	Rôles et Responsabilités des membres du CFG et sur la tenue des outils de gestion	
01- 04 Septembre	Techniciens	Responsables Tech. Des CAC	0	0	0	4	PDI	3 jours	Formation sur les modules de la PTFM	
09/09/2009	Zones C, SE, Est	Meuniers	0	0	0	54	UCN/CAC	4 jours	Formation technique sur la gestion de la PTFM	
24/09/2009	CFG	Meuniers	0	0	00	129	UCN/CAC	6 jours	Formation sur la gestion de la PTFM	
Septembre 2009		, Coordonnateur, RAF et AAF				2	UCN	1 jour	FACE	

Date	Cible	Noms des Bénéficiaires/cibles	Nombre Jeunes Hommes	Nombre Jeunes femmes	Nombre Femmes adultes	Nombre Hommes adultes	Nom/structure formateur	Durée formation	Thèmes	Observations
Janvier 2009	UCN	RAF, AAF				02	CAP	10 jours	Utilisation du logiciel TOMPRO	
Novembre 2009	UCN	ESEC, Responsables SEC des CAC et Coordonnateur				06	PREP	5 jours	GAR	